

Christine GUIONNET, *L'apprentissage de la politique moderne. Les élections municipales sous la monarchie de Juillet*, Paris, Éditions L'Harmattan, 1997, 328 p.

Laurent Le Gall



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ruralia/101>

ISSN : 1777-5434

Éditeur

Association des ruralistes français

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 1999

ISSN : 1280-374X

Référence électronique

Laurent Le Gall, « Christine GUIONNET, *L'apprentissage de la politique moderne. Les élections municipales sous la monarchie de Juillet*, Paris, Éditions L'Harmattan, 1997, 328 p. », *Ruralia* [En ligne], 04 | 1999, mis en ligne le 25 janvier 2005, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ruralia/101>

Ce document a été généré automatiquement le 20 avril 2019.

Tous droits réservés

Christine GUIONNET, *L'apprentissage de la politique moderne. Les élections municipales sous la monarchie de Juillet*, Paris, Éditions L'Harmattan, 1997, 328 p.

Laurent Le Gall

- 1 De la politique et du politique dans la première moitié du XIXe siècle, et sous la monarchie de Juillet en particulier. Christine Guionnet invite dans une étude sur les élections municipales au temps du roi des Français le titre prend ici toute sa valeur quand on découvre, dans la dernière partie de l'ouvrage, ses propositions sur la construction de l'identité nationale à lire et à relire un sujet abordé par de talentueux prédécesseurs : l'apprentissage de la politique moderne. Disons-le d'emblée, la thèse est brillante. Une argumentation solide fondée sur une excellente connaissance des archives, des sources imprimées et d'une abondante bibliographie, la rigueur de l'analyse, une clarté d'exposition.
- 2 À rebours. Les interprétations désormais classiques de « la descente de la politique vers les masses » (Maurice Agulhon), de l'avènement de la « politique personnelle » (Eugen Weber) seraient par trop réductrices. Le diptyque archaïsme-modernité est à dépasser. La critique affleure, même si elle reste feutrée. Christine Guionnet propose une autre vision des processus de politisation le terme est-il adéquat tant on a l'impression, à la fin de la lecture, que l'absence d'une définition claire d'un vocabulaire ayant trait au registre politique peut déboucher sur de profonds malentendus à partir de l'étude d'élections jusqu'à présent peu ou pas étudiées. Pour y parvenir, sa démarche de politiste, qui emprunte entre autres à celles de l'anthropologie et de l'histoire des mentalités, consiste « à déterminer dans quelle mesure le “sens conceptuel” des discours et comportements observés c'est-à-dire leur sens reconstitué, saisi à travers certains concepts significatifs par rapport à l'époque étudiée est susceptible d'évoluer ou non face à des mutations

institutionnelles (instauration de nouvelles institutions municipales désormais élues) combinées à un ensemble de facteurs plus ou moins déterminants (conceptions du social et du politique, imaginaire, institutions, intentions individuelles ou collectives, rapports sociaux et contexte économique, notamment) » (pp. 18-19).

- 3 La loi du 21 mars 1831 reconnaît le droit de vote à environ 2,8 millions de Français. Avènement d'une ère nouvelle par le retour de la politique au village ? Christine Guionnet conclut à l'impossible mise en œuvre d'une nouvelle citoyenneté voulue par le régime de Juillet pour asseoir son pouvoir sur des bases libérales. Le citoyen capacitaire, thème si cher à Guizot, atome d'un pouvoir politique national construit sur l'harmonie d'une vision du monde partagée par l'ensemble de ses membres, restait une chimère. Un échec, donc. L'idéal pour ne pas dire l'idéologie gouvernemental se heurtait à l'épreuve de résultats non conformes aux objectifs des réformes, la raison doctrinale achoppait sur l'empirisme des nouvelles pratiques liées au nouveau processus de démocratisation.
- 4 Pourquoi ? L'auteur analyse tout d'abord les hypothétiques ressorts de la politisation dans les campagnes et dans les villes. L'archaïsme politique des ruraux ne serait qu'une conception républicaine de leur état d'esprit et de leurs comportements, légitimant ainsi les échecs successifs du régime attendu avec espoir et la nécessité d'une éducation de masses apolitiques ou mal politisées. Et la modernité politique ou la naissance de l'électeur moderne, individu conscient de son choix, libéré au maximum des contraintes et des pressions extérieures votant « en son âme en conscience » souvent perçue comme le point d'achèvement de la démocratisation de la société, obtenu grâce à la diffusion des idées nouvelles à partir des villes, ne serait envisagée que selon une perspective linéaire et positiviste de l'histoire : on passerait ainsi d'un état pré-politique à un citoyen achevé et éclairé, s'intéressant aux débats nationaux, à travers différents stades. L'auteur s'inscrit en faux contre une telle acception de l'histoire, scrute les états d'esprit et les façons d'envisager la politique et le politique. Des différences sont perceptibles entre les campagnes et les villes. Les élections dans les communes rurales sont marquées par le caractère décisif des considérations personnelles, par le poids incommensurable des relations interpersonnelles. Quant aux notions de candidat et d'électeur, elles ne relèvent exclusivement que d'une distinction sémantique et juridique, non de catégories vécues. Enfin, les pratiques électorales, elles, s'inscrivent tellement dans un quotidien villageois que la naissance d'une sphère publique, d'une sphère de la chose publique, en est irrémédiablement exclue. Christine Guionnet nous invite ensuite à lire le résultat des élections dans une perspective neuve. Au contraire d'une tradition historiographique qui a soutenu l'existence, chez les ruraux, d'un vote de soumission, elle montre combien leurs suffrages expriment une conception du monde qu'ils espèrent par leur acte électoral pérenniser : si l'on plébiscite les notables, on sait aussi faire son choix entre ceux qui incarnent la communauté dans ses valeurs, ses hiérarchies sociales et son ordre quasi immuable, et les autres, porteurs d'un « exogène » impossible à admettre. En permettant la réapparition de la politique au village, la loi de 1831 conduisait ainsi à l'existence de pratiques démocratiques dont l'ancrage bénéficia de la longévité du régime. Cependant, on ne peut que constater « l'impossible "apprentissage" de certaines conceptions modernes de la politique » (p. 126), souligne l'auteur. La communauté villageoise perçue par les habitants comme l'essence de la société, le retranchement de l'individu derrière elle interdisent le pluralisme ; le conflit devient alors désordre, l'adversaire est un ennemi. Dans les villes, le temps de l'élection est nettement plus individualisé. Électeurs et candidats sont porteurs de rôles spécifiques, les affrontements partisans sont monnaie

courante, « les pratiques électorales consacrent [...] l'individu, là où les scrutins municipaux interpellent dans les communes rurales des dimensions personnelles et rôles de la vie quotidienne » (p. 73). Mais ici aussi, les confrontations entre les légitimistes, les soutiens de la monarchie de Juillet, les tenants de l'opposition démocratique, sont pensés par les uns et par les autres comme des effractions momentanées d'une harmonie sociale à retrouver. Et même si l'individu prime davantage la communauté, la représentation politique par l'intermédiaire des élections est avant tout un moyen de donner à voir les différents états sociaux. Les candidats sont alors choisis en tant qu'interprètes d'une catégorie sociale et/ou culturelle, non parce que défenseurs d'un programme politique personnel. Ainsi, conclut Christine Guionnet, si des différences existent bel et bien entre villes et campagnes en ce qui concerne les façons d'appréhender les élections municipales, celles-ci doivent être dépassées dès lors que l'on analyse les comportements électoraux. La « révélation d'un fondement commun dans l'ordre des conceptions sociales » (p. 203) permet difficilement de penser la ville comme le lieu de diffusion des idées politiques modernes.

- 5 Il n'en reste pas moins vrai que l'élection municipale possède une signification pour les électeurs qui ne coïncide pas avec celle voulue par les instigateurs des réformes municipales. Au grand dam de ces derniers, d'ailleurs. La dernière partie de l'ouvrage porte sur ce que l'auteur nomme sous un titre ambigu, « une modernisation incontrôlée et inadmissible » (p. 207). En définitive, la modernité politique ne serait pas là où on l'attendait. Les changements politiques ne sont pas forcément liés aux impulsions venues d'en-haut ; ils naissent de la déstabilisation des conceptions traditionnelles par le biais d'événements plus ou moins faciles à identifier, de modalités spécifiques. Et Christine Guionnet de mentionner le renforcement des pouvoirs municipaux (la loi du 18 juillet 1837 est essentielle), la nouvelle dignité donnée au maire de la commune, qu'elle soit effective (le pouvoir qu'il peut exercer sur la garde nationale ou sur le garde champêtre), ou symbolique (l'écharpe tricolore arborée comme signe distinctif fort). Dans sa volonté de construire la nation à partir d'une unité administrative rationnelle, l'État se heurte aussi à des résistances locales. Des communautés rechignent à accepter leur inclusion dans un espace politique et administratif qui les dépasse. Cependant, au tandem État-communauté se superpose de plus en plus le couple nation-commune. Et le municipal se construit lui-même en s'affirmant à la frontière entre le national et le communal. De nouveaux enjeux naissent à l'intérieur des communautés et des conflits avivés au moment des élections peuvent prendre un autre sens. Les scrutins offrent alors à l'ensemble des membres du microcosme communal l'image de sa division. Et l'idéal communautaire brisé à l'épreuve de nouvelles réalités permet l'avènement possible et progressif d'un individu se pensant comme un sujet politique.
- 6 De ce livre remarquable à la conclusion surprenante la révolution de 1848 repensée à travers son offre du suffrage universel, on pourra cependant minorer voire contester certaines analyses. Christine Guionnet fait des années de la monarchie de Juillet une période essentielle dans la familiarisation des Français avec la politique et le montre avec conviction. Rappelant l'importance de la Révolution dans ce processus, ne risque-t-elle pas de contredire son modèle d'interprétation d'une imperméabilité originelle de la sphère communautaire à des influences d'une politique la politique moderne ? échafaudée à l'échelon national ? Ainsi, si des conflits au moment des élections municipales réactivent des clivages anciens nés pendant les années révolutionnaires, comment ont pu naître ces clivages dans la société de la fin du XVIIIe siècle où l'idéal et

l'ancrage communautaires étaient tout aussi puissants ? En d'autres termes, pour qu'il y ait rémanence des clivages à l'intérieur des communes sous la monarchie de Juillet, encore faut-il qu'il y ait eu un début de politisation préalable sous la Révolution, par captation d'enjeux et de débats politiques nationaux par certains individus, par les populations. Une idée que réfute l'auteur dans son explication des comportements des Français dans les élections municipales après 1831. Quant au primat de la communauté sur l'individu, n'est-il pas exagéré ? Des « minorités agissantes », en marge d'idées et de comportements majoritaires, bousculent des micro-sociétés, créent et investissent un jeu politique local en développant des thèmes extérieurs à la communauté. Mais on touche ici à la question méthodologique. En suggérant une interprétation qui infirme et/ou complète de précédentes tentatives globales d'explication, Christine Guionnet n'offre-t-elle pas un modèle de compréhension des mentalités et des comportements politiques par trop systématique ? En privilégiant une vision des choses par le haut, malgré l'utilisation d'exemples précis, on peut avoir alors parfois l'impression que l'auteur gomme les aspérités, les hésitations du local, les variables socio-économiques, culturelles, linguistiques. On en vient alors au problème de la dicibilité de l'infinie variété des cas, dans leurs évolutions selon des temporalités différentes. Et l'on en vient au pari proposé pour parvenir à comprendre le passé : celui d'une histoire par le bas au risque de tomber dans le localisme et l'émiettement ; celui d'une histoire globale éliminant parfois l'individu comme acteur de son temps. Débat donc. Et ce n'est pas un des moindres mérites du livre de Christine Guionnet que de le renouveler et d'y inciter.

INDEX

Index chronologique : XIX^e siècle